

Atlantico, 14 mai

L'immigration, bonne ou mauvaise chose pour l'économie ? Il serait temps que les économistes en dressent un tableau complet

Alors que la question est régulièrement débattue, le think tank de gauche Terra Nova vient de publier une note indiquant que l'économie aurait besoin de 250 000 à 310 000 travailleurs immigrés chaque année jusqu'à au moins 2040.

L'Union européenne a accordé une protection à 437 900 demandeurs d'asile en 2024, soit une hausse de 7 % par rapport à l'année précédente



Full text :

Atlantico : La question du poids de l'immigration sur l'économie revient régulièrement sur la table. D'après Terra Nova, il serait nécessaire pour la France d'accueillir chaque année entre 250 000 et 310 000 travailleurs immigrés pour assurer le maintien à niveau de son système social. Que peut-on dire de ce discours ? Dans quelle mesure pointe-t-il du doigt un problème réel, tout en proposant une solution plus discutable ?

Jean-Paul Gourévitch : Comme vous le suggérez, Terra Nova dont on connaît le positionnement politique donne des réponses biaisées à de vraies questions. Ce n'est pas nouveau. Qu'on me permette d'évoquer un souvenir personnel. En 2011, le Think Tank m'avait contacté pour me demander comment mettre les militants de gauche en capacité d'aborder de front les problèmes d'immigration. Pensant que leur initiative contribuerait à apaiser et à rationaliser un débat largement hystérisé, je leur ai fourni (gracieusement) une longue note méthodologique que le directeur administratif a trouvée « extrêmement documentée » et « très riche », tout en m'informant qu'il ne pouvait « la diffuser » car elle laissait entendre que les coûts de l'immigration étaient supérieurs à ses bénéfices. Pour se justifier, il a ajouté qu'un groupe de travail animé par El Mouhoub Mouloud, professeur d'économie à Paris-Dauphine allait produire un rapport sur ce même thème...qui n'est jamais sorti.

Atlantico : La question du poids de l'immigration sur l'économie revient régulièrement sur la table. D'après Terra Nova, il serait nécessaire pour la France d'accueillir chaque année entre 250 000 et 310 000 travailleurs immigrés pour assurer le maintien à niveau de son système social. Que peut-on dire de ce discours ? Dans quelle mesure pointe-t-il du doigt un problème réel, tout en proposant une solution plus discutable ?

Jean-Paul Gourévitch : Comme vous le suggérez, Terra Nova dont on connaît le positionnement politique donne des réponses biaisées à de vraies questions. Ce n'est pas nouveau. Qu'on me permette d'évoquer un souvenir personnel. En 2011, le Think Tank m'avait contacté pour me demander comment mettre les militants de gauche en capacité d'aborder de front les problèmes d'immigration. Pensant que leur initiative contribuerait à apaiser et à rationaliser un débat largement hystérisé, je leur ai fourni (gracieusement) une longue note méthodologique que le directeur administratif a trouvée « extrêmement documentée » et « très riche », tout en m'informant qu'il ne pouvait « la diffuser » car elle laissait entendre que les coûts de l'immigration étaient supérieurs à ses bénéfices. Pour se justifier, il a ajouté qu'un groupe de travail animé

par El Mouhoub Mouloud, professeur d'économie à Paris-Dauphine allait produire un rapport sur ce même thème...qui n'est jamais sorti.

Terra Nova n'a pas renoncé au double discours. Le think tank se défend aujourd'hui « d'ouvrir les frontières à tous les vents » mais considère que l'accueil de centaines de milliers de travailleurs immigrés permettra de « pérenniser notre modèle social », à condition de combattre l'« anxiété disproportionnée » de l'opinion publique qui surestimerait la proportion d'immigrés dans la population française

Il est exact que les immigrés sont présents dans de nombreux secteurs de l'économie et même majoritaires dans l'aide à la personne, certaines branches de la santé ou les chantiers du BTP. « Sans travailleurs immigrés, notre économie vacille », proclament les auteurs qui recommandent de « flécher les entrées vers l'activité économique ». Une formule marquée au coin du bon sens quand l'emploi ne représente que 13% des motivations principales des immigrants, loin derrière les études (35%) et les motivations familiales (32%), même si une partie de ceux venus pour d'autres raisons cherchent à s'insérer dans l'économie formelle (ou informelle). Et une proposition compréhensible dans une France vieillissante, confrontée à un déficit abyssal et à un modèle social en crise où chacun se demande qui va payer la retraite de ceux qui la prendront dans quelques dizaines d'années. La question évoquée par Terra Nova de l'« acceptabilité » de l'immigration n'est pas non plus un leurre quand une partie de la population française, face à la montée de l'immigration, de l'insécurité et de l'islamisme qu'elle amalgame volontiers, se montre hostile comme tous les enquêtes d'opinion le prouvent, à l'accueil de nouveaux immigrés. Toutefois ce discours qui se veut raisonnable traduit une méconnaissance de la population des immigrés et de leurs descendants directs.

Rappelons les chiffres. Les immigrés légaux en France représentent aujourd'hui environ 8,2 millions d'habitants soit 11,2% de la population totale auxquels il faut ajouter ceux qui sont en situation irrégulière (600 000 dans l'hexagone et 200 000 à Mayotte et dans les collectivités d'outre-mer) et y intégrer leurs descendants directs, 3, 14 millions issus de deux parents nés à l'étranger et 4, 16 millions issus de couples mixtes (INSEE 2021). L'opinion publique ne surestime pas la population d'origine étrangère. Ce sont au contraire la plupart des media qui la sous-estiment.

Don Diego de la Vega : Les chiffres avancés par Terra Nova sont cohérents avec le cadre d'interprétation classique que l'on a de ce problème. En d'autres mots, dès lors que l'on s'inscrit dans le logiciel très quantitatif des élites françaises, on aboutit assez vite à ce genre d'ordres de grandeur. Bien sûr, c'est une approche très technocratique, qui ne relève pas à proprement parler de l'analyse économique. On parle bien davantage de statistique, sinon de régression historique simple. L'objectif est évident : il s'agit de montrer pourquoi fermer les frontières n'est pas une bonne idée, de rappeler que la population vieillit et que tous les autres paramètres apparaissent aujourd'hui figés. Il n'est pas question d'envisager une autre solution : on reste dans un système socialo-français, peu incitatif, incapable de générer des gains de productivité et jamais réformé. Seule possibilité ? Avoir recours à une main-d'œuvre étrangère, facile à obtenir via l'immigration (la natalité étant exclue).

Cette analyse ne vise qu'à récupérer des bras et elle ne se concentre que sur cela. Elle n'envisage pas une seule seconde que les “bras” en question puissent arriver avec leurs mœurs, leurs idées, leurs pratiques, leurs taux de délinquance, etc. Ce ne sont que des bras, qui ne seraient pas de nature à transformer la vie en France, à modifier les équilibres politiques ou même à bouleverser la réalité des quartiers. L'Hexagone, après tout, n'a rien d'un pays où l'extrême droite arrive régulièrement deuxième au pouvoir lors des scrutins présidentiels de ces dernières décennies. C'est un territoire vierge qui peut se permettre de faire entrer 300 000 “robots” par an sur son sol.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas, effectivement, un problème de soutenabilité du modèle social français. Ce point-là est réel. Mais si l'on voulait s'en prendre à Terra Nova, on pourrait justement faire remarquer que cela résulte pour partie de l'arrivée sur notre sol d'un grand nombre d'immigrés (travailleurs ou moins travailleurs, d'ailleurs, à en croire le taux de participation au marché du travail qui n'est pas particulièrement considérable). Ouvrir les portes constitue une facilité qui permet de ne pas traiter les problèmes de fond qu'il faudrait normalement envisager : si la solution consiste à laisser entrer sur le sol français de tels individus, à quoi bon mener les réformes du marché du travail pourtant nécessaires, à quoi bon tâcher de le rendre concurrentiel, de générer des gains de productivité ? Une telle baguette magique pose indéniablement problème, car elle nous

permet de ne pas avoir à retravailler nos incitations réglementaires ou fiscales notamment. À quoi bon faire de tels efforts ?

La capacité de la France à créer des emplois de larbins – car c'est bien de cela dont on parle ici – ne doit surtout pas être sous-estimée. Après tout, cela n'a rien de complexe. Ce qui l'est davantage, en revanche, c'est de créer des emplois sophistiqués, qui ne seront pas remplacés par des robots d'ici quinze ans ; qui peuvent proposer un cadre plus épanouissant. L'immigration ne peut pas, à cet égard, constituer une réponse de premier rang. Au contraire, elle peut même constituer un frein si, comme c'est le cas en France, elle est très mal gérée.

Le discours que tient Terra Nova, il faut bien le dire, est terriblement raciste. Il se veut pro-immigration, et les belles âmes de la gauche expliquent qu'il faut 300 000 personnes par an, faute de quoi nous rencontrerions de graves problèmes de demande. Il nous faut des larbins étrangers pour ramasser les fraises dans les champs, en somme, tout en s'assurant de ne jamais parler d'immigrés. C'est un discours d'une sécheresse intellectuelle confondante, qui ne perçoit autrui que comme des bras ; comme des chiffres qui arrivent, travaillent et puis repartent. Ce n'est évidemment pas comme cela que cela se passe en vérité. Une fois sur place, ils s'installent, et ils ont raison : j'en ferais autant à leur place. Mais il faut bien comprendre qu'on ne récupère pas que des bras (on récupère d'ailleurs davantage de ventres et d'enfants, en vérité ; puisque l'immigration de travail est plutôt minoritaire en France).

En suivant la ligne Terra Nova, on va vers une économie à l'espagnole ou sud-américaine, c'est-à-dire une économie anachronique qui repose sur l'existence de maîtres et de larbins alors qu'il faudrait chercher à attirer des cerveaux. Cela risque d'être assez ardu, compte tenu des règles du CNRS...

Quelles sont, selon vous, les principales failles de ce type de discours ?

Jean-Paul Gourévitch : Les 336 710 premiers titres de séjour accordés en 2024 et les 153 596 demandes d'asile enregistrées la même année par l'OFPRA ne sont pas du tout prioritairement orientés vers l'activité professionnelle. Par rapport à ses voisins directs (Allemagne, Belgique, Espagne, Italie, Suisse, Luxembourg), la France accuse même un déficit considérable dans ce domaine. Les candidats à l'immigration, beaucoup mieux informés par leurs diasporas qu'on ne le croit généralement, font ce que j'ai appelé leur « shopping migratoire » en sélectionnant naturellement le ou les pays où ils trouveront le plus d'opportunités et le moins de risques. L'expression qui a horrifié la gauche morale n'est pas péjorative puisque c'est la même démarche que font les Français qui partent s'installer provisoirement ou définitivement à l'étranger. L'erreur de Terra Nova est de croire qu'on pérennisera notre modèle social par l'arrivée de nouveaux immigrés dont le travail n'est pas la motivation principale et qui n'ont le plus souvent ni les qualifications, ni les compétences linguistiques ou professionnelles nécessaires pour occuper les emplois disponibles, comme le montre par exemple la proportion par rapport à l'ensemble de la population des personnes originaires du continent africain, le principal vivier de l'immigration, « inactives » (26,4% contre 15%) ou « au chômage » (15,3% contre 6,9%).

La seconde erreur est l'impasse totale que le think tank fait sur l'économie informelle, alors qu'elle représente une part notable des activités des immigrés et de leurs descendants ainsi que d'une fraction de la population autochtone, et dont la porosité avec les diverses formes de délinquance est avérée, au point qu'elle est largement responsable de la méfiance actuelle d'une opinion publique crispée sur les problèmes d'immigration, qui entend beaucoup de discours volontaristes et voit peu de résultats.

Autre faille : l'occultation de la population issue de l'immigration alors que l'étude de l'amélioration de ses conditions de travail et de vie par rapport aux ascendants pourrait conforter un certain « bénéfice de l'immigration », même si, a contrario, les échecs de l'intégration ne plaident plus en faveur d'un vivre « côte à côte » qu'avant Gérard Collomb j'avais qualifié de « vivre face à face » (mais je ne demande pas de droits d'auteurs).

Enfin, si on veut préserver notre modèle social – peut-on ou doit-on encore s'y attacher ? -, on ne peut sous-estimer l'impact de l'immigration sur le déficit économique de la France. Nos estimations de 2022 (40 milliards d'euros) et de 2023 (53,9 milliards d'euros en incluant pour la première fois, les dépenses de santé générées par les drogues et le tabac pour la part relative à l'immigration) sont supérieures aux estimations des économistes de gauche (entre 4 et 18 milliards), en phase relative avec celles de la recherche de l'OCDE,

de l'OID et du CEPII (33 à 40 milliards d'euros), inférieures à celles de la droite (71 milliards d'euros) et très inférieures à celles de l'extrême droite (273 à 296 milliards d'euros). Elles montrent surtout que le déficit ne provient pas majoritairement de la différence (près de 15 milliards d'euros) entre ce que les immigrés reçoivent de l'Etat et des cotisations et taxes qu'ils lui versent, mais des coûts de structure, sécuritaires, éducatifs, humanitaires et sociétaux que génère une immigration non choisie, ainsi que du surcoût de l'immigration irrégulière, lesquels ne sont qu'imparfaitement compensés par la participation des immigrés et de leurs descendants à l'augmentation du PIB de la Nation.

Autant de problèmes que le plaidoyer de Terra Nova semble avoir méconnus.

D'aucuns, parmi les économistes, estiment que l'immigration engendre des effets positifs sur l'économie, tandis que d'autres soutiennent, à l'inverse, que l'immigration est néfaste sur le plan économique. Que sait-on, aujourd'hui, du poids réel de l'immigration ?

Jean-Paul Gourévitch : A ma connaissance aucun économiste français ne soutient aujourd'hui que globalement l'apport de l'immigration est positif pour l'économie française. Les derniers à défendre cette position, Xavier Chojnicki et Lionel Ragot, après avoir annoncé pour 2005 des bénéfices de 12 Mds d'euros pour les contributions sociales et fiscales puis de 3,9Mds d'euros pour l'apport global ont rectifié récemment leur copie. Leur étude pour le CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) publiée en 2022 mais qui ne porte que sur les années 1979-2011 et ne prend en compte que les immigrés et non leurs descendants, concède dans une note rédigée le 28 mars 2022: « Notre dernière étude sur données françaises met ainsi en évidence une contribution nette des immigrés généralement négative sur le budget entre 1979 et 2011, mais d'ampleur très faible, comprise dans une fourchette de plus ou moins 0,5 % du PIB ». Ce qui voudrait dire que par exemple sur l'année 2006, le déficit serait de 1,4 Mds d'euros pour les immigrés et de 19,8 Mds si on prend en compte leurs descendants directs. En revanche de nombreux politiques et la plupart des économistes soulignent qu'il existe des effets positifs de l'immigration sur l'économie qui relèvent de trois catégories différentes. Les immigrés et leurs descendants directs qui travaillent dans l'économie formelle mais parfois aussi dans l'économie informelle contribuent au PIB de la France et corrélativement enrichissent l'Etat qui prélève environ 45,3% de leur contribution nette au PIB. Nous avons montré dans la monographie de Contribuables Associés sur « le coût de l'immigration en France en 2023 » (3e édition actualisée octobre 2023) que le bénéfice pour l'Etat était environ de 21,13 Mds d'euros. Les immigrés et leurs descendants directs paient des impôts, des cotisations, des taxes nationales et locales et consomment des biens. Le total avoisine 92,56 Mds d'euros de gains pour l'Etat et les collectivités territoriales. Il est toutefois inférieur aux dépenses directes consenties pour ces bénéficiaires qui se montent selon nos calculs à 105,79 Mds d'euros. Auxquels il faut ajouter les coûts indirects – structurels, régaliens, sociétaux, humanitaires, éducatifs- que nous avons chiffrés à 54,60 Mds d'euros. Plus le surcoût de l'immigration irrégulière (3,6 Mds d'euros). Les investissements consentis (politique de la ville, alphabétisation, éducation, formation, aide aux associations...) pour améliorer la situation des immigrés et de leurs descendants directs ont des effets positifs sur l'économie quand ces derniers arrivent sur le marché du travail. Mais ces effets sont différés et difficilement mesurables. Ils entrent dans ce qu'on nomme couramment « la pénombre de l'immigration ».

Don Diego de la Vega : Ce que vous présentez là n'a rien d'une contradiction. N'allons pas croire qu'il y aurait un clan d'économistes favorables à l'immigration opposé à un clan d'économistes défavorables à celle-ci. On parle en vérité d'un sujet complexe, multifactoriel, qui nécessite de sortir du seul point de vue de l'économiste pour être abordé convenablement. La réduction absolue au seul gain économique de court terme est effectivement très cohérente avec une position pro-immigration, celle-ci étant de nature à répondre à des problématiques d'offres et de demandes. En élargissant un peu l'angle de vue, on réalise toutefois qu'il y a d'autres facteurs dont il faut tenir compte, de moyen ou de long terme, potentiellement plus immatériels que ceux précédemment évoqués. Souvent, ils dépassent le champ de vue un peu étroit des seules sciences économiques. Ce premier point posé, on peut tout de même souligner qu'il est assez difficile d'obtenir des données fiables concernant le poids réel de l'immigration sur l'économie en France. L'Hexagone, on le sait, n'est pas champion dès lors qu'il s'agit de divulguer ce type de données, et il est de toute façon nécessaire de les triturer considérablement pour les faire véritablement parler. Toute évaluation est donc mécaniquement très polluée, en plus d'être souvent très complexe. Les chiffres que l'on entend ça et là doivent être

observés en tenant compte de ces réalités. En outre, ce type de discours fait souvent l'objet d'un parti pris très fort. On sait très bien qu'il est difficile de sortir d'une certaine doxa, alors qu'on est encore étudiant, si l'on veut obtenir son diplôme.

D'une façon générale, on pourrait dire que le consensus économique reconnaît l'immigration comme un apport généralement intéressant. C'est assez mécanique : on fait entrer des bras, des jambes, donc on augmente l'offre de travail dans un pays qui, dans le cas de la France, affiche un cruel déficit de participation. Ce type de boost est toujours utile, d'autant qu'il a un impact sur la demande. Pourtant, les difficultés se nichent dans les détails ; c'est-à-dire dans les biais statistiques et idéologiques qui poussent les économistes et les universitaires à ne pas nécessairement étudier l'intégralité des options.

Bien sûr, il est un certain nombre de nations pour qui l'immigration a pu avoir des effets spectaculaires. On pourrait ainsi citer la Suède, ou les États-Unis (pour lesquels nous disposons d'ailleurs de données beaucoup mieux renseignées qu'en France). Les différentes études menées outre-Atlantique concernent les apports de l'immigration mexicaine. Elles concluent généralement que, du point de vue strictement économique, l'immigration est favorable à l'offre et à la demande de travail. Il s'agit d'un phénomène qui vient nourrir les États-Unis par différents canaux, notamment cognitif et entrepreneurial, en témoignent les compositions des boards et les fondateurs des entreprises de la tech qui défraient le plus la chronique ces derniers mois. Voilà bientôt quinze ans, maintenant, que l'on voit de plus en plus d'Indiens ou de Taïwanais. Il y a, manifestement, un goût pour l'entrepreneuriat chez certaines communautés immigrées. Il y a aussi des réussites, individuelles comme collectives, et des échecs. En bref, le tableau est contrasté, mais les retours d'expérience que l'on a des États-Unis sont assez positifs. À cet égard, il est évident que les propos de Donald Trump sont tout à fait excessifs. Pour autant, on ne peut pas s'arrêter à ce seul degré d'analyse. Cela reviendrait à ignorer une partie conséquente du sujet, notamment les problèmes identitaires et ceux liés à ce qu'Alain Finkielkraut appelle très justement le “droit à la continuité historique”. Ce sont aussi des enjeux importants. L'économie ne fait tout simplement pas tout. Friedrich Hayek le disait d'ailleurs avec beaucoup de justesse : la condition pour être économiste, c'est de ne pas être qu'un économiste. Ne tombons donc pas dans les travers de l'OCDE à qui l'on demande de faire des analyses économiques, et qui n'analyse donc que le volet économique (elle ne voudrait sans doute pas faire davantage si elle était mandatée pour le faire, de toute façon).

Dans quelle mesure peut-on pourtant admettre que ces deux discours (d'un côté que l'immigration a un coût, de l'autre qu'elle rapporte) ne sont pas exclusifs ? Dans quelle mesure faut-il penser que la croissance supplémentaire permise par l'immigration est absorbée par ses coûts, ainsi que l'évoquait récemment le Premier ministre britannique ?

Don Diego de la Vega : Nous l'avons dit, sur le plan purement économique, l'immigration présente un intérêt. Pour autant, elle implique aussi d'autres réalités, notamment le risque de changer la population par endroits ; et potentiellement assez rapidement. Dans ce genre de cas de figure, il ne faut pas s'étonner si les autochtones réagissent négativement : ils sont confrontés à une mise en concurrence sur le marché du travail. En France, l'économie fonctionne sur la base d'un rationnement par les quantités. Autrement dit, ce n'est pas une question de prix qui vient réguler l'accès à certains services publics, comme l'hôpital ou les transports : c'est la file d'attente. Dès lors que l'on assiste à l'arrivée d'une véritable cohorte de populations nouvelles, l'impact sur l'offre en services publics est réel. Il n'est pourtant pas calculé dans les modèles économiques que nous évoquions précédemment.

Il ne faut pas perdre de vue que, en matière de coût de l'immigration, la différence peut s'avérer énorme entre les pays où l'État-providence est extrêmement développé et ceux où, à l'inverse, il est plus spartiate. L'État-providence américain, qui est beaucoup plus conséquent que les Européens ne veulent bien le croire, fait la différence entre les individus de nationalité américaine et les autres. Aux États-Unis, où j'ai d'ailleurs vécu plusieurs années, on n'hésite pas à vous faire sentir que vous êtes un étranger. Cela change considérablement la donne. L'immigration massive, en provenance d'une nation du tiers-monde, n'aura mécaniquement pas le même impact si elle a lieu en Suède plutôt que dans la Floride des années 70-80. Dans le deuxième cas de figure, le besoin de bras est réel et, par conséquent, la main-d'œuvre peu onéreuse est perçue positivement. Dans le premier cas de figure, il est souvent plus difficile d'accepter que des Kurdes aient accès à

autant de prestations que les Suédois. Et l'idée est la même en France : cela pose tout simplement trop de problèmes au quotidien.

En Hexagone, on pourrait commencer par citer l'école : les études PISA et TIMSS témoignent des grandes difficultés que rencontrent nos étudiants et nos élèves alors même que nous n'avons jamais dépensé autant, historiquement, pour l'éducation. Cela peut notamment s'expliquer (mais cela implique de faire preuve d'une grande prudence parce que le sujet est extrêmement glissant) par une trop forte hétérogénéité dans les classes. Le fait est qu'il y a, d'une façon générale, de réelles difficultés d'accès aux services publics, ainsi que des questions de sécurité liées à une immigration parfois mal assimilée. Or, tout cela s'explique en grande partie, me semble-t-il, par la dualité du marché du travail français qui n'est tout simplement pas capable d'intégrer ces travailleurs comme le pourrait le marché américain.

Le volte-face de monsieur Starmer s'explique notamment par ces difficultés d'accès aux services publics exprimées par les citoyens britanniques, ainsi que par certains drames très médiatisés qui ont pu jouer sur l'opinion publique anglaise. Ce n'est toutefois pas le seul facteur : en Suède comme au Royaume-Uni, l'habitant lambda serait très certainement tenté d'affirmer qu'il ne vit pas mieux aujourd'hui qu'il y a 25 ans ; quand bien même les statistiques semblent lui donner tort. C'est parce qu'il doit tenir compte de facteurs non étroitement économiques dans sa vie au quotidien, dans son évaluation du bien-être. Celle-ci est régulièrement corrélée avec les éventuels changements de populations que nous évoquions, qui peuvent détruire la quasi-totalité des gains en bien-être obtenus grâce à la mondialisation... et c'est très gênant.

Dès lors, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'une offre politique défavorable à l'immigration émerge un peu partout en Europe. C'est cela qu'il faut traiter, de manière intelligente : nous aurions pu avoir recours à l'immigration payante, par exemple. Ce processus consiste à conditionner l'entrée sur le territoire à un paiement, visant à compenser l'accès à des services publics constitués à des années sinon des siècles d'efforts des masses laborieuses ayant cotisé, mais aussi à de nombreux avantages constitutionnels et institutionnels. Ce type d'opération fait de vous une sorte d'actionnaire, ce qui limite le racisme en limitant les suspicions éventuelles. Mieux encore ! Les finances publiques s'en retrouvent assainies. Faute de l'avoir fait, nous allons devoir en passer par un moratoire et nous priver de tout un tas de talents qui auraient pu être utiles.

Jean-Paul Gourévitch : Les deux discours sur les coûts et les bénéfices de l'immigration ne sont naturellement pas exclusifs. Le mérite des analystes est justement de confronter les deux approches pour déterminer quel serait l'impact global de l'immigration sur l'économie. C'est là que les estimations diffèrent et que souvent chacun prend soin d'occulter celles qui ne sont pas en ligne avec ses positions. La grande presse y contribue en n'hésitant pas à inverser les contributions des experts internationaux sur le coût de l'immigration comme elle l'a fait avec l'OCDE, ou à considérer que tous ceux qui affichent des coûts négatifs sont des compagnons de route de l'extrême-droite. A Contribuables Associés - comme également à l'Observatoire de l'Immigration et de la Démographie- nous avons choisi une méthode différente qui est de présenter, à côté des nôtres, les différentes synthèses des spécialistes et les modalités de leurs calculs, sans considérer que le fait que le coût soit négatif délégitimerait pour autant l'accueil des immigrés. La sécurité sociale est en déficit, pourtant elle est indispensable. Le handicap, la perte d'autonomie coûtent au budget de l'Etat. Comment imaginer qu'ils ne soient pas financés ? Globalement les économistes de gauche comme Jean-Christophe Dumont considèrent que le déficit comptable de l'immigration se situe dans une fourchette de 4 à 15 Mds d'euros, la France étant un cas particulier compte tenu de l'importance et de la structure de sa population d'origine étrangère. Les économistes de droite comme Yves Laulan ou Gérard Pince, dans des analyses assez anciennes, le positionnent un peu au-dessus de 70 Mds d'euros, et ceux de la mouvance Polémia comme André Posokhow « à l'intérieur d'une fourchette comprise entre 256 et 298 milliards d'euros. » Quant à l'OCDE, elle a publié en octobre 2021 une étude très fouillée qui couvre la partie 2006-2018 pour les divers Etats membres. Ce rapport a été très finement analysé dans les diverses livraisons de Fondapol, la Fondation pour l'Innovation politique, et notamment dans celle de mars 2023 « Immigration : comment font les autres Etats européens ». Il en résulte que si l'on prend en compte non seulement les immigrés mais leurs descendants directs et surtout « les biens congestibles » (eau, énergie, police, justice, transports...) dont profite toute la population française y compris celle qui est d'origine étrangère, la contribution

de l'immigration est négative d'environ 1,41% du PIB c'est à dire de 33 Mds d'euros pour 2018 et d'environ 40 Mds d'euros pour 2023. C'est exactement l'estimation à laquelle nous étions parvenus dans notre monographie de 2022, avant que, ayant obtenu les statistiques sur le coût annuel des dépenses médicales générées par les conséquences de la consommation de drogue et de tabac, pour la part relative à l'immigration, nous la portions en 2023 à 53,9 Mds de déficit.

Les travailleurs les moins qualifiés souffrent-ils de la "mise en concurrence" avec une main-d'œuvre immigrée ? Qui sont les perdants, sur le volet de l'emploi et de l'économie, de l'immigration ?

Jean-Paul Gourévitch : Cette thématique de la concurrence entre travailleurs « natifs » et main d'œuvre « immigrée » est un marronnier des études économiques avec des résultats contrastés selon les pays et les époques considérées. Il paraît difficile d'en tirer des conclusions définitives sur la situation de la France aujourd'hui. Il est évident qu'une demande plus importante que l'offre tire les salaires vers le bas. Mais quand l'offre d'emplois non pourvus atteint un seuil critique comme c'est le cas aujourd'hui en France dans de nombreux secteurs (bâtiment, restauration, aide à la personne, enseignement, carrières médico-sociales...), les employeurs sont prêts à des sacrifices pour la prospérité ou même la survie de leur entreprise. Il me semble qu'il faut poser la question autrement. Aujourd'hui toute l'économie française est impactée par la montée du secteur informel, souvent mais pas toujours délinquant, qui pèse entre 300 et 500 Mds d'euros et sur lequel l'Etat n'a pratiquement aucun contrôle. Or cette prolifération que chacun peut constater tous les jours à la fois détruit la confiance des citoyens envers l'Etat et complique les relations entre individus. On en accuse volontiers « le manque d'intégration » des personnes d'origine étrangère mais il faudrait que l'Etat et ses opérateurs commencent par balayer devant leur porte. Comment croire à la fiction du respect de l'« état de droit » quand par exemple en Ile de France 500 000 usagers des transports publics fraudent quotidiennement avec des contrôles aussi rares qu'aléatoires et des sanctions qui pour la plupart ne sont jamais appliquées ?

Don Diego de la Vega : C'est effectivement un sujet qu'il est important d'évoquer. La question dépasse cependant le seul sujet de l'immigration. Pour bien comprendre de quoi l'on parle, il faut comprendre que certaines nations choisissent leur immigration quand d'autres la subissent. Quel point commun y a-t-il entre le Canada, qui recrute en masse des travailleurs indiens diplômés de facultés de médecine, et ces pays qui n'ont aucun contrôle sur leur immigration, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif ? Il existe évidemment plusieurs formes d'immigration et toutes ne sont pas nécessairement comparables. En France, c'est un sujet qui est très peu abordé. D'une façon générale, l'étude des inégalités constitue aujourd'hui la marque de fabrique de la Paris School of Economics, pourrait-on dire. C'est ce à quoi est consacré la moitié de l'agenda de recherche de la bande Piketty et pourtant nos économistes ne parlent pratiquement jamais d'immigration. On ne s'intéresse qu'aux inégalités imputables au capitalisme ou pire au “capitalisme financier”, à sa transformation “post-fordiste” ou sa “variante mondialiste”. Personne ne parle jamais d'inégalité liée à une immigration polarisée, pourtant. Elle l'est, puisque l'on récupère tantôt des individus capables de se payer le billet d'avion – c'est-à-dire émanant de classes sociales plutôt élevées – ou des gens n'ayant tout simplement plus rien à perdre. Les classes moyennes d'un pays ont rarement tendance à le quitter. Dès lors, il apparaît effectivement évident que l'immigration participe de la dispersion des revenus. C'est une réalité que l'on observe empiriquement et c'est précisément pour cela que la gauche s'y montrait autrefois défavorable. Ce n'est évidemment pas le seul facteur (on pourrait parler de la composition des couples et de la décomposition de la famille traditionnelle qui a contribué à faire croître les inégalités de revenus, par exemple), mais il faut tout de même le garder en tête. On parle ici d'un rôle qui, sans être de premier plan, demeure assez important.

Que dire, également, du coût qui peut être celui de l'immigration quand on observe un défaut d'intégration dans des sociétés où la confiance entre individus baisse ? Ne s'agit-il pourtant pas d'un critère essentiel au développement économique ?

Don Diego de la Vega : Plusieurs études, réalisées par les équipes du politologue américain Ronald Inglehart, étudient l'évolution des valeurs dans nos sociétés. Celles-ci, parce que reproduites dans le monde entier tous les trois ou cinq ans, permettent d'identifier le fait que les gens n'ont tout simplement pas les mêmes valeurs. Certaines sont confucéennes, d'autres latines ou nordiques, par exemple... En bref, nous n'avons pas tous le même rapport à la vie, la théologie, la religion ou autres grandes questions de sociétés,

de l'immigration au libéralisme. La proximité constitue toujours un sujet important. La France, qui fait office de bon exemple, a toujours accueilli des étrangers sur son sol. Mais pour l'essentiel de son histoire récente, les gens qu'elle avait tendance à adopter étaient généralement blancs, européens et catholiques. Quand on confronte des systèmes de valeurs différents, particulièrement quand les flux d'immigration changent, cela a de fait un coût économique. Le reconnaître n'a rien d'insultant et la situation serait la même si l'Algérie devait récupérer des millions d'Européens en succession rapide dans les années à venir.

Naturellement, certaines nations s'en sortent plus aisément que d'autres. D'une façon générale, le problème n'est pas insurmontable, mais cela implique de remplir certaines conditions. D'abord, il faut un marché du travail fluide. L'Etat-providence doit aussi être conditionné, au moins partiellement. Dans tous les cas, il vaut mieux accueillir des peuples plus proches de nous plutôt que de rejeter les plombiers polonais avec qui l'on voulait pourtant faire l'Europe.

La question de l'organisation de la société doit aussi être posée : notre société doit se préparer à un accueil réussi comme à un échec potentiel. Or, nous ne sommes prêts ni à l'un ni à l'autre. Les postes de responsabilités, détenteurs du capital, sont occupés par des hommes blancs sexagénaires, ce qui illustre un réel manque d'ouverture. Quant à l'accueil non réussi, il n'a tout simplement pas été prévu (peut-être parce que personne ne voulait l'envisager). Nous avons donc répondu comme nous avons pu et c'est bien pour cela que c'est aussi brouillon.